

Lettre ouverte des familles des victimes de disparition forcée au chef de l'État

OLJ / le 08 novembre 2016

Le comité des parents des disparus et le comité des parents des détenus libanais en Syrie ont adressé hier une lettre ouverte au président de la République, Michel Aoun, appelant le gouvernement à « chercher nos proches (...) parce que nous réclamons que la vérité soit faite sur leur sort ». « En écoutant votre discours d'investiture et celui que vous avez adressé dimanche aux Libanais venus à Baabda vous présenter leurs vœux, il a été clair que ce régime brandit haut l'étendard de l'État et du peuple et qu'il accordera une importance particulière à édifier l'État, d'une part et, d'autre part, à parer aux crises socio-économiques pour assurer que les Libanais puissent vivre décemment dans un pays qui préserve leur sécurité et leur dignité », a poursuivi Wadad Halaouani, se prononçant au nom des familles des détenus et des disparus.

« Nous ne sommes pas membres du Courant patriotique libre, ni d'aucun autre parti ou courant, a ajouté Wadad Halaouani. Nous nous sommes formés en tant que communauté de ce peuple qui reflète sa pluralité et ses confessions. »

Rappelant que le drame de ces familles dure depuis le début de la guerre, c'est-à-dire depuis près de quarante et un ans, elle a souligné que ce qui complique ce dossier reste « le manque de volonté politique des régimes et des gouvernements qui se sont succédé après la fin de la guerre », mais aussi « l'implication de plusieurs parties dans ces rapt et disparitions ». « En tant que deux comités représentant les familles de ces victimes, nous n'avons jamais distingué entre les victimes de disparition forcée et les disparus, puisque le sort des unes ou des autres de ces personnes est inconnu », a précisé Wadad Halaouani.

Notant que ces familles se sont toujours adressées à l'État et continueront de le faire, elle a affirmé que le règlement de ce dossier constitue une « planche de salut pour la renaissance de notre État ». Et d'appeler Michel Aoun à accorder une priorité absolue à ce dossier.

Wadad Halaouani a conclu en adressant une pensée au porte-parole de Solide (Soutien aux Libanais en détention et en exil), Ghazi Aad, « qui aurait dû signer lui aussi cette lettre », mais qui a été incapable de le faire, vu son grave état de santé.